

Contre la finance : Résistance !

Près de 100 000 personnes ont manifesté, samedi 15 novembre, à l'appel du Collectif 3A, cela doit s'inscrire dans la durée pour combattre les politiques d'austérité.

Les manifestations et rassemblements ont donné le signal d'une mobilisation pour "dire non à la politique d'austérité du gouvernement Valls" et construire des alternatives.

A ceux qui veulent nous vendre à la finance, le peuple répond RÉSISTANCE !

Cette manifestation est un point de départ pour imposer un nouveau partage des richesses.

La résistance du peuple monte, aussi, partout en Europe : Grèce, Belgique et Italie entre autres.

Les choix patronaux et gouvernementaux favorisent et augmentent les licenciements, les délocalisations, le dumping social, la précarité.

Le crédo patronal et gouvernemental est de réduire inlassablement les droits des travailleurs pour augmenter le coût du capital et enrichir les seuls actionnaires.

Pourtant d'autres choix sont possibles, comme au Venezuela, où la politique d'Evo MORALES a permis :

- ▶ de baisser la pauvreté de 38 % à 18 %,
- ▶ de nationaliser de nombreuses entreprises stratégiques,
- ▶ d'avoir un autre partage des richesses avec une croissance de 6,8 % par an.

Les gestionnaires français ne changeront pas de politique, sans une intervention massive du peuple et des salariés !

Le gouvernement continue dans sa politique antisociale, en culpabilisant, stigmatisant les demandeurs d'emplois, qui ne seraient pas assez actifs dans leur recherche!

Il est plus facile de rejeter la faute sur une minorité qui souffre, que sur les vrais fautifs de cette situation, qui licencient impunément sans qu'on leur demande des comptes !

Aujourd'hui, 190 000 emplois sont proposés par pôle emploi pour plus de 5 millions de chômeurs.

Chercher l'erreur, le compte n'y est pas !

La dernière convention UNEDIC signée par les Organisations Syndicales d'accompagnement en juillet dernier, permet aux employeurs d'exploiter pendant 2 mois un salarié en recherche d'emploi sans le payer !

Le retour au plein emploi, passe par une autre politique, et notamment sociale, et industrielle.

EXIGEONS :

- ☞ **Que le droit au travail inscrit dans notre constitution soit enfin appliqué ;**
- ☞ **L'arrêt des exonérations sociales ;**
- ☞ **Le droit de veto des Comités d'entreprises sur les PSE ;**
- ☞ **La nationalisation des moyens de production qui répondent aux besoins de la population.**

**POUR L'EMPLOI,
CONTRE LE CHÔMAGE
ET LA PRÉCARITÉ :
TOUS ENSEMBLE**

**LE 06 DÉCEMBRE 2014 -
14H00, PLACE STALINGRAD À PARIS**